

même en pleine crise. Incapable, du fait de sa politique réformiste, de faire déboucher les luttes en cours sur une perspective politique claire, la direction du P.C.F. risque de voir sa ligne de plus en plus contestée, surtout si du fait de la conjoncture économique actuelle en Europe occidentale, les luttes viennent à se développer. Après 3 ans d'effort, l'appareil a cru reprendre en main les étudiants d'une façon définitive. Il est à craindre pour lui que de nouveaux efforts soient nécessaires.

En effet, la nouvelle majorité de l'U.E.C. ne pouvait pas rester insensible aux « caractères nouveaux de notre époque » dont nous parlions plus haut. Déjà, lors du Congrès, certains votes assez révélateurs laissent apparaître des clivages dans la nouvelle direction. L'écrasante majorité du Congrès acceptait de condamner les comptes rendus falsifiés de l'« Humanité ». Une fois « la direction révisionniste et anti-parti » liquidée, il a fallu parler politique et diriger l'organisation. C'est alors qu'apparurent avec force les doutes et les questions tactiquement passés sous silence auparavant. La présence pour la première fois dans une organisation « parti » d'une très forte minorité de gauche ne pouvait qu'accentuer ce malaise. Comment défendre le programme de « démocratie véritable » face aux attaques de cette gauche ? Comment le mettre en application alors que même R. Leroy n'avait pas jugé bon de le défendre au Congrès ?

La lutte contre l'agression U.S. au Vietnam allait permettre de nouveau, quoique sur une échelle beaucoup plus restreinte, de mettre la nouvelle direction au pied du mur. Incapable d'organiser la moindre action, le nouveau Bureau National se vit débordé par la gauche qui forte de ses 500 adhérents à la Sorbonne et de plusieurs dizaines de militants dans les autres facultés, allait prendre une série d'initiatives répondant au désir de la majorité des U.E.C. de Paris. Des dizaines de milliers de tracts étaient distribués, un meeting se tenait dans la cour de la Sorbonne réunissant environ 800 étudiants et cela malgré l'« Humanité » qui annonçait faussement l'annulation de la réunion. Mis en minorité lors d'une assemblée parisienne par les militants de gauche qui avaient réussi à faire adopter une motion exigeant une manifestation de rue, la nouvelle direction a dû, dès lors, organiser avec l'ensemble de la J.C. cette manifestation qui se serait déroulée de toutes façons.

Cette courte expérience a permis, une fois de plus et sur un problème concret, de dépasser les suivistes intégraux, de diviser la majorité dont une partie importante s'est rangée du côté de la gauche. Elle a permis, aussi, de démontrer concrètement devant les jeunes militants, l'incapacité totale des « pro-partis » à organiser valablement des luttes ; elle doit permettre à l'opposition de gauche d'entreprendre un travail d'explication de façon à élever les niveaux de conscience. Enfin, comme à l'époque du F.U.A., cette brève expérience permet de balayer les arguments des groupes gauchistes et sectaires qui se refusent à comprendre que la perspective de reconstruction d'un parti révolutionnaire n'est pas un simple mot d'ordre mais commence dès aujourd'hui par un travail possible de différenciation

dans les organisations qui sont investies de la confiance de la classe ouvrière.

L'expérience passée et la période qui s'ouvre doivent permettre à la gauche de l'U.E.C. de clarifier ses positions politiques. Le problème de la stratégie de reconstruction du parti révolutionnaire doit dès à présent être posé aux militants d'avant-garde. Pour les militants de la IV^e Internationale ce nouveau parti se crée dès aujourd'hui au sein des organisations communistes. Utilisant toutes les expériences vécues par les militants communistes, les marxistes révolutionnaires s'efforcent au travers des luttes, de regrouper les noyaux révolutionnaires qui seront, lorsque les conditions politiques le permettront, l'embryon du nouveau parti qui pourra attirer toute une série d'anciens militants écartés par les organisations traditionnelles mais dont l'isolement du principal secteur de lutte en France à savoir le P.C. et la C.G.T. ne permet pas d'être à présent une force motrice.

En tant que partie du mouvement communiste l'U.E.C. a son rôle dans cette stratégie à condition que ses militants les plus conscients arrivent à faire jonction avec les éléments oppositionnels du P.C.F. et de la Jeunesse Communiste où la lutte est déjà engagée que ce soit, par exemple, à Cannes ou chez les lycéens parisiens. Néanmoins les militants révolutionnaires de l'U.E.C. doivent aussi comprendre que la perspective de reconstruction du parti révolutionnaire ne peut être envisagée dans un seul pays. La tâche de la IV^e Internationale est justement d'impulser à l'échelle internationale et dans une perspective internationaliste le travail aujourd'hui indispensable de reconstruction d'une Internationale révolutionnaire.

Henri ANCELOT.



A la mémoire de Marcel Hic et de tous les trotskystes disparus dans les camps nazis

Il y a vingt ans s'ouvraient les camps de concentration nazis, où avaient péri tant de militants ouvriers. Parmi les victimes, se trouvaient nombre de trotskystes ; les pertes de notre mouvement ont été — compte tenu des dimensions de l'organisation — relativement plus grandes que celles des autres formations.

En hommage à tous les trotskystes qui ont poursuivi le combat sous la botte nazie, nous rappellerons ici la mémoire de l'un d'eux, le camarade Marcel HIC. Né le 30 avril 1915, il avait rejoint le mouvement trotskyste dès 1933, alors qu'il poursuivait ses études universitaires à Paris. En raison de son état de santé, il ne fut pas mobilisé en 1939 et c'est à partir de ce moment-là que se déployèrent toutes les qualités qu'il recelait en lui. Il contribua à la reconstitution de l'organisation dans l'illégalité. Arrêté en 1940, il est relâché au bout de quelques mois. Poursuivant son activité, il devient le secrétaire de la section française de la IV^e Internationale, participe à la formation du Secrétariat Européen et entame les pourparlers de réunification avec l'autre organisation trotskyste existante, pourparlers qui allaient aboutir — après son arrestation — à la formation du P.C.I. Au cours de cette période de guerre et d'illégalité, il impressionna tous ses camarades par les capacités politiques qu'il développa de plus en plus. Arrêté en octobre 1943 et torturé par la Gestapo, il est déporté en janvier 1944 à Buchenwald. De là, il sera expédié au bagne souterrain de Dora d'où il ne reviendra plus, ainsi que des dizaines de milliers de déportés qui y furent transférés.

Le Parti Communiste Internationaliste a conservé dans son combat quotidien la mémoire de Marcel Hic. Le souvenir de celui qui fut le secrétaire de notre organisation pendant la guerre vient d'être évoqué de la façon la plus touchante. Nous avons reçu, dans le courant d'avril, une lettre du père de Marcel Hic dont nous extrayons les passages suivants :

« Retiré présentement pour finir mes » jours, j'ai entre les mains un certain » nombre de volumes qui, pour une bonne » part, ont appartenu à mon fils Marcel. » J'ai maintenant passé quatre-vingts ans » et ces livres, après ma mort, iraient en- » tre les mains de personnes indifférentes » en ce qui concerne le trotskysme. J'ai » tenu jusqu'à maintenant à conserver ces » livres dont certains ont contribué à la » formation politique de Marcel. Je viens » de faire un petit inventaire de ceux-ci » et j'ai pensé à vous en faire l'envoi, » pensant que dans votre entourage il se » trouvera des camarades qui pourront » s'intéresser à ceux-ci. »

Nous n'avons pas de mots pour exprimer l'émotion que nous avons ressentie à la réception de ces livres. D'autres jeunes qui prennent aujourd'hui la relève du trotskysme trouveront à leur lecture non seulement nos idées mais aussi l'exemple de celui qui, il y a trente ans, les avait étudiées et qui fit le sacrifice de son existence pour elles.

Qu'il nous soit aussi permis d'adresser dans ces colonnes nos remerciements aux parents de Marcel Hic pour leur geste, et nos vœux de bonne santé.

Raoul PAGE.

L'U.N.E.F.

ou dans les actions antifascistes directes, lors de la guerre d'Algérie, doublée d'une révélation (du moins pour cette génération-là) : la possibilité d'engager des luttes de masse à caractère politique dans le milieu étudiant, et la grande capacité mobilisatrice des mots d'ordre de caractère révolutionnaire ou du moins anti-gouvernementaux, en bref, l'existence d'un milieu de travail qui « répondait ».

Un autre facteur, et le moins négligeable sans doute fut ce que l'on pourrait appeler le « dépeçage » politique de la jeunesse étudiante chrétienne au cours de la guerre d'Algérie. Les prises de position qui en résultèrent relevaient alors de la révolte contre la torture, le génocide, condamnaient « les violences d'où qu'elles viennent ». La récente mise au pas de la J.E.C. par la hiérarchie catholique ne brisera pas cet élan vers le « temporel ».

Troisième facteur enfin, pour rendre à César... : l'existence d'une tendance « psycho-sociologique » qui, par une étude accomplie en dehors de l'U.N.E.F., dévoilait l'existence du milieu étudiant non fatalement soudé à son origine bourgeoise, mais également déterminé par la nature de son travail à l'Université. Cette tendance qui crut longtemps à une possible structuration du milieu par des méthodes de groupes eut cependant le mérite de démystifier l'imagerie traditionnelle des étudiants et de les dégager fondamentalement de la tradition apolitique et corporative qui voulait prendre en charge leurs stricts besoins de consommateurs.

C'est donc de ces divers éléments conjoncturels réunis, mais aussi d'une nouvelle situation économique ou pré-économique des étudiants qu'est née l'orientation universitaire dont la dénomination ne doit pas cacher qu'elle est, au départ, une orientation syndicale revendicative face à la vieille orientation corporative et gestionnaire.

Les tendances

C'est donc en septembre 64 très rapidement après la consécration (formelle) de cette nouvelle orientation à Toulouse que devaient se dégager deux courants, deux stratégies syndicales différentes, mais qui recouvriraient des désaccords politiques plus profonds.

La première, soucieuse de la priorité à donner au statut de l'étudiant avançait le mot d'ordre de prise en charge par l'Etat de tous les besoins de la formation des étudiants et se concrétisait par la revendication de l'allocation d'études pour tous, sur critères universitaires (réussites aux examens). Elle fondait par ailleurs sur la reconnaissance de ce droit la re-

vendication d'une prise en charge par les étudiants eux-mêmes de leur propre formation, c'est-à-dire la possibilité d'une intervention démocratique sur le contenu, les méthodes et les structures de l'Enseignement Supérieur. Cette bataille prioritairement menée pour l'Allocation d'études (le thème de « contrôle », ne pouvant apparaître que plus tard) n'avait donc comme aboutissement possible que l'engagement d'une véritable épreuve de force avec le pouvoir pour son obtention, dans la mesure où l'on ne pouvait ni ne devait considérer cet objectif comme « permanent » car irréaliste.

La deuxième tendance, actuellement minoritaire, analysait en détail « l'institution universitaire » dans ses structures et son fonctionnement et concluait, d'une part à l'autonomie relative de l'Université dans la nation et par rapport à l'Etat, d'autre part à l'existence de contradictions internes sur lesquelles le syndicat étudiant pouvait jouer. Le caractère profondément technocratique du plan Fouchet et ses « incohérences » internes, pouvait encore permettre d'aiguiser ces contradictions et d'engager la lutte, sinon pour la réalisation d'un contre-plan universitaire complet, du moins pour celle d'une série de réformes structurelles et techniques. Les réformes ainsi adoptées permettaient d'opposer à une réforme technocratique « incohérente » des réformes s'adaptant mieux aux besoins de formation rationnelle, des étudiants et de constituer, sans doute ainsi, un premier bastion démocratique dans la société. Avec ce réformisme universitaire, aucune analyse de classe de l'état n'est faite, ni sous-jacente ; aucune perspective de jonction des luttes étudiantes aux luttes ouvrières n'est envisagée.

Et l'avant-garde ?

Cela n'est qu'un bref exposé des thèses avant le congrès de Bordeaux. Mais ce qui est caractéristique, c'est la brusque politisation des débats.

D'un côté la ligne réformiste, offrant des perspectives d'action cohérentes et réalistes car ne sortant jamais du cadre de l'université, fut dénoncée à juste titre comme mystifiante sur les possibilités d'action autonome à l'Université, susceptible des pires déviations corporatistes pour des raisons simples à concevoir, offrant le flanc à l'intégration par le pouvoir, car jusqu'à nouvel ordre ce n'est pas le concept de « rationalité » qui est l'ennemi du capital et satisfaction peut être obtenue qui ne pourrait que le consolider sur ses bases.

De l'autre, une orientation qui, après un an d'exercice du pouvoir par ses défenseurs à l'U.N.E.F., ne peut établir concrètement de plate-forme revendicative sans se trouver confrontée à des problèmes beaucoup plus généraux, beaucoup moins faciles à résoudre dans le strict cadre de l'organisation syndicale. C'est

l'impossibilité vérifiée au cours de cette année, de véritable lutte inter-syndicale ou avec les mouvements de jeunesse, du fait de l'apathie ou du réformisme des directions traditionnelles, de leur inféodation à un parti électoraliste et opportuniste. C'est la résistance du milieu étudiant, lorsque le syndicat lui propose des luttes revendicatives se fondant sur son activité professionnelle elle-même à se sentir motivé par cet intérêt immédiat sans en voir le prolongement politique et idéologique. Et partant, c'est l'absence d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde qui soit l'aboutissement final des réflexions de la majorité lors de ce Congrès.

Certes la majorité n'est pas arrivée à cette formulation exacte des thèmes revendicatifs de l'U.N.E.F., mais l'esprit qui l'anime, la condamnation sans appel d'une forme de corporatisme universitaire déguisé sous les réformes de structures ne peuvent laisser présager qu'une issue, en tout cas à l'extérieur de l'U.N.E.F., la discussion préalable et à tous les niveaux de la restructuration du mouvement ouvrier français qui est plus que jamais à l'ordre du jour et n'a manqué de l'être en filigrane au Congrès de Bordeaux. Car il est impossible, et les étudiants en sont bien conscients, même s'ils tiennent avant tout à l'existence de leur organisation syndicale, de ne pas assurer le relais indispensable de leurs luttes, d'asseoir une stratégie sur une quelconque réalité étudiante ou universitaire en la coupant des réalités de la lutte des classes. Et cela pose le problème de leur organisation par l'avant-garde du prolétariat.

En ce qui concerne l'U.N.E.F. elle-même, il semble bien que l'ait abandonnée la vague de fond qui l'a bénéfiquement secouée durant la guerre d'Algérie, en même temps d'ailleurs que les militants qui s'étaient formés au travers de la première grande crise de cette génération. L'évolution produite n'est cependant pas réversible, les contradictions de la société française toute entière ont leurs prolongements à l'Université et ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences. Le repliement sur l'appareil syndical, la tentation de le minorer tout en résistant à son intégration au sein de l'appareil d'Etat, la constitution d'une avant-garde politique qui le prendrait en main ne sont pas pour autant la solution souhaitable, car autant voudrait nier carrément la justification d'une organisation de masse. Cela, les dirigeants les plus « politiques » de l'U.N.E.F., leaders de la majorité, semblent l'avoir compris et, en tout état de cause, ne désirent pas la création avec l'U.N.E.F., d'une U.E.C. améliorée. Mais il convient alors de ne pas forcer artificiellement le processus de réflexion de l'U.N.E.F., d'assainir les débats et d'en chasser toute abstraction.

A la condition d'être vigilants, son pragmatisme ne peut que la mener à bon port.

Raoul PAGE.